

505 L 11459/17

9263-6

(1940-41)

A

V. D. 9260 : Suppression des facilités
de circulation accordées aux Administra-
tions publiques (à dater du 1.7.46)

Traité pour la délivrance de facilités de circulation
avec le Ministère de la Marine -

	C.D. 16. 1.40	15	VI
	C.A. 17. 1.40	17	II bis
Dépêche du M. des F. au M.T.P.	24.12.40		
	C.A. 14. 5.41	18	VI

QUESTION VI - Traité pour la délivrance
de facilités de circulation aux Administrations
Publiques.

P.V. (p.5)

M. LE PRESIDENT rappelle que les traités passés avec les Administrations Publiques pour la délivrance de facilités de circulation doivent demeurer dans le cadre de l'article 29 du Cahier des Charges, ce qui revient à dire que les réductions de tarifs consenties en vertu de ces traités doivent être justifiées par des relations de service ou par les accroissements de trafic ou réductions de dépenses susceptibles d'en résulter pour le Chemin de fer.

On peut admettre que de telles justifications existent, à des titres divers, en ce qui concerne les traités ou avenants qu'il est proposé de passer :

- avec le Ministère des Finances, notamment pour l'Inspection Générale des Finances, les Régies financières des Contributions Directes et de l'Enregistrement, le Service du Contrôle des Prix;
- avec les Ministères de la Guerre et de la Marine, pour divers fonctionnaires relevant de ces Départements;
- avec le Ministère de l'Agriculture, pour les seuls besoins de la Direction Générale des Eaux et Forêts.

Par ailleurs, conformément au désir exprimé par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances dans sa lettre du 24 décembre 1940 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, ces projets de traités ou d'avenants prévoient, non plus le versement annuel d'une somme forfaitaire, comme dans les traités analogues précédemment approuvés, mais un remboursement d'après le nombre de cartes effectivement délivrées sur la base d'un prix unitaire réduit.

Le Conseil approuve les projets de traités ou d'avenants qui lui sont soumis.

.....

M. LE PRESIDENT - Les propositions dont le Conseil est saisi ont pour origine une lettre de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances adressée le 24 décembre 1940 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications et ainsi conçue :

"Votre Département a communiqué à mon Administration divers projets de contrat destinés à régler les conditions de délivrance, par la Société Nationale des Chemins de fer, des facilités de circulation à certains personnels de l'Etat.

"J'observerai que ces textes ont été établis à une époque où les conditions de leur exécution étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Les difficultés de circulation et l'existence de la ligne de démarcation entre les deux zones ont en effet réduit l'usage qui était fait des cartes de circulation en 1940. D'autre part, aucune prévision ne peut actuellement être faite pour l'année prochaine.

"Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien examiner si les facilités accordées par la Société Nationale des Chemins de fer ne pourraient pas être remboursées par les diverses Administrations sur la base des prix unitaires retenus lors de la préparation des contrats. La reprise de l'application de ces derniers serait envisagée lorsque les conditions redeviendraient normales".

Le Ministre nous demande en somme de remplacer, dans une certaine mesure, le forfait global qui était jusqu'ici prévu dans les contrats de ce genre par un mode de calcul tenant compte du nombre de cartes effectivement délivrées.

Cette formule ne présente de réel inconvénient que sa complication : je crois que, pour une économie relativement faible que réalisera l'Etat, nous serons astreints, en ce qui nous concerne, à des complications supplémentaires.

Vous sont soumis, en application de ces directives :

- d'une part, trois projets de traités avec le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, concernant l'Inspection Générale des Finances, le Service du Contrôle des Prix, l'Administration des Contributions Directes et celle de l'Enregistrement, et un projet de traité avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, concernant le Service des Eaux et Forêts, qui se substituent aux projets précédemment approuvés par le Conseil;

.....

- d'autre part, deux projets d'avenants aux traités conclus le 10 mai 1940 avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine et le 9 janvier 1941 avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre pour un certain nombre de fonctionnaires relevant de leurs départements respectifs.

A l'occasion de l'examen de ces divers traités ou avenants une note a été distribuée dans laquelle est présentée une étude d'ensemble de la question des facilités de circulation délivrées aux Services Publics.

Je vous rappelle que ces facilités de circulation résultent de Conventions conclues en application de l'article 29 du Cahier des Charges qui prévoit que la S.N.C.F. ne peut consentir, sur les tarifs homologués, que des réductions justifiées par les relations de service ou par les accroissements de trafic ou réductions de dépenses susceptibles d'en résulter pour le Chemin de fer.

Lorsqu'on passe en revue les traités conclus en application de cet article, on doit reconnaître qu'ils ne sont pas exempts d'un certain arbitraire, surtout en ce qui concerne le taux des abattements consentis. Il n'est pas établi que les avantages accordés soient bien proportionnels aux services rendus par les bénéficiaires ou aux avantages retirés du contrat; on peut même se demander, dans certains cas, s'il existe réellement des relations de service entre la S.N.C.F. et l'Administration intéressée.

Le seul traité comportant réellement, en contre partie des facilités consenties, des prestations effectives, est celui qui est passé avec le Service des Poids et Mesures, lequel vérifie gratuitement les poids et instruments de pesage utilisés dans tous les établissements de la S.N.C.F.

On peut considérer que des relations de service réelles sont à la base des traités conclus avec le Ministère de l'Intérieur, spécialement pour la Sécurité nationale, et avec la

.....

Préfecture de Police.

On peut justifier de la même façon le traité avec le Ministère de la Guerre, en ce qui concerne la gendarmerie et la garde mobile qui contribuent à assurer la sécurité de l'exploitation des voies ferrées.

De même, il existe des échanges de service incontestables à la base des traités conclus avec le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle pour les directions qui relèvent du Secrétariat Général de l'Energie (directions des Mines, des Carburants, de l'Electricité, de la Sidérurgie, des Bâtiments et Matériaux).

J'ajouterai à cette catégorie de conventions, le traité concernant le service des Eaux et Forêts.

J'y joindrai également, dans une certaine mesure, le traité passé avec le Ministère des Finances pour le Service du Contrôle des Prix qui peut nous aider dans la défense de nos intérêts.

Par contre, les relations de service paraissent infiniment moins précises en ce qui concerne les autres traités passés avec le même Ministère des Finances. Si l'on considère notamment la convention concernant l'Octroi de Paris, à propos de laquelle on fait valoir que cette administration découvre des fraudes susceptibles d'entraîner des redressements de taxes à notre profit, on ne peut s'empêcher de penser que l'Octroi de Paris apporte au moins autant de gêne à notre exploitation que nous retirons d'avantages de sa surveillance.

Je ne vois pas bien non plus quels services nous rend l'Inspection Générale des Finances. Quant aux administrations des Contributions Directes et de l'Enregistrement, je suis bien assuré qu'elles ne nous en rendent pratiquement aucun.

Les traités avec le Ministère de l'Air et avec celui de la Marine sont incontestablement de ceux qui sont passés en l'absence de toute relation de services : ils ne comportent

il est vrai, qu'une réduction de tarif très faible, et l'on peut admettre que le développement du trafic compense cette réduction.

Les Services Agricoles cesseront désormais de figurer dans le traité conclu avec le Ministère de l'Agriculture, qui ne concerne plus que le Service des Eaux et Forêts. De même, une demande faite pour la Cour des Comptes n'a pas reçu de suite.

Telle est la physionomie d'ensemble des contrats passés avec les diverses Administrations pour la délivrance de facilités de circulation. Je n'ai pas l'intention d'étendre la liste de ces contrats, mais, bien au contraire, de profiter des occasions qui se présenteront pour faire disparaître ceux qui ne paraissent pas pleinement justifiés. A une époque où nous sommes obligés de restreindre la circulation des trains voyageurs, je crois qu'il est nécessaire que les fonctionnaires publics donnent l'exemple, dans la mesure où leurs déplacements ne sont pas indispensables à l'exécution même de leur service.

Le Conseil approuve les traités ou avenants qui lui sont soumis.

Le Directeur Général.

3 mai 1941

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration
relative aux Traités pour la délivrance de facilités de circulation aux Administrations publiques

Aux termes de l'article 29 de son Cahier des Charges, la S.N.C.F. ne peut consentir, sur les tarifs homologués, que les réductions justifiées par des relations de service, ou par les accroissements de trafic ou réductions de dépenses susceptibles d'en résulter pour le chemin de fer.

A cet égard, les traités peuvent être classés en 4 catégories, d'après l'intérêt qu'ils présentent pour la S.N.C.F.

I.- REMUNERATION DE PRESTATIONS

- Traité avec l'ancien Ministère du Commerce (actuellement Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle) pour le Service des Poids et Mesures.

La contre-partie consiste ici dans la vérification gratuite des poids et instruments de pesage utilisés dans tous les établissements de la S.N.C.F.

II.- RELATIONS DE SERVICE INCONTESTABLES

- Traités avec le Ministère de l'Intérieur (spécialement pour la Sûreté nationale) et avec la Préfecture de Police.

La contre-partie se manifeste de plusieurs manières : recherche et répression des délits intéressant l'exploitation.- Enquêtes présentant de l'utilité pour le chemin de fer.- Délivrance gratuite d'extraits de documents administratifs.- Adoption de toutes mesures que la S.N.C.F. peut juger nécessaires pour l'exécution de ses services.

- Traité avec le Ministère de la Guerre (spécialement pour la Gendarmerie et la Garde mobile).

Concours des autorités militaires à la police générale du chemin de fer; établissement et mise en application du plan de protection du Réseau; préparation des plans de transport; étude

.....

et réalisation des travaux d'équipement stratégique du Réseau; surveillance du matériel et des installations militaires du Réseau; participation éventuelle des troupes et du matériel spécial militaire aux travaux urgents de réparation des voies et ouvrages d'art détruits ou endommagés.

- Projet de traité avec le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle pour les Directions relevant du Secrétariat Général à l'Energie (Direction des Mines, des Carburants, de l'Electricité, de la Sidérurgie, des Bâtiments et Matériaux).

Le Chemin de fer est intéressé pour le Contrôle des machines à vapeur, la répartition du combustible, l'équipement des chutes d'eau, le contrôle des lignes de transport de force, le contingentement des produits ferreux et matériaux.

- Traité avec l'octroi de Paris.

Les surveillances effectuées par cette administration et les découvertes de fraudes sont susceptibles d'entraîner des redressements de taxes au profit de la S.N.C.F.

III.- RELATIONS DE SERVICE MOINS PRECISES.

- Traité avec le Ministère des Finances:

A) Pour l'Inspection générale des Finances et les Régies financières ne bénéficiant pas de facilités de transport en vertu du Cahier des charges (Contributions Directes et Enregistrement).

Ces administrations prêtent éventuellement leur concours à la S.N.C.F. pour lui faciliter l'exécution de ses obligations fiscales. Elles lui facilitent toutes recherches et lui donnent gratuitement tous renseignements dont elle pourrait avoir besoin.

B) Pour le Contrôle des Prix.

Communication à la S.N.C.F. de tous renseignements utiles, notamment pour la passation de ses marchés, dans le cadre de l'activité du Service du Contrôle des Prix et du Comité Central des Prix.

- Traité avec le Ministère de l'Agriculture pour les Eaux et Forêts.

La contre-partie pour la S.N.C.F. consiste ici dans les facilités susceptibles d'être données pour l'obtention de bois de traverses et de bois d'œuvre, ainsi que dans la participation du Personnel des Eaux et Forêts à la lutte contre les incendies de forêts causés par les locomotives.

.....

IV- ABSENCE DE RELATIONS DE SERVICE

Dans cette dernière catégorie, peuvent être rangés les Traités et projets de Traités avec les Ministères de la Marine (militaire et marchande), de l'Air, de l'Agriculture (services agricoles), des Finances (Cour des comptes).

Les anciens réseaux passaient un traité avec les Ministères de la Marine et de l'Air, aux termes duquel ils délivraient quelques cartes gratuitement. La S.N.C.F. a accepté de traiter, mais avec contre-partie financière.

Les services agricoles qui ont, jusqu'à présent reçu quelques cartes au titre du traité avec le Ministère de l'Agriculture, cesseront désormais de figurer au traité, à la demande du Ministère lui-même.

Pour la Cour des Comptes, il s'agit d'une demande nouvelle et des regrets ont été exprimés en raison de l'absence de relations de service. Il en est de même pour les demandes formulées par les Contrôles de l'Administration de l'Armée et de l'Aéronautique ainsi que par le Secrétariat d'Etat au Travail.

M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances (Direction du Budget) nous a demandé, par lettre du 24 décembre 1940, d'adapter à la situation actuelle tous les traités élaborés au cours des années 1939 et 1940 sans distinction entre les Traités antérieurement approuvés et signés et les projets non encore approuvés.

J'ai l'honneur de soumettre à M.M. les Membres du Conseil d'Administration, avec rapports à l'appui, et établis conformément aux indications de la Direction du Budget:

1° - un premier groupe de traités ou d'avenants concernant le Ministère des Finances pour l'Inspection Générale des Finances, les Contributions Directes et l'Enregistrement, le Contrôle des Prix (Catégorie III ci-dessus), les Ministères de la Guerre (catégorie II) et de la Marine (catégorie IV);

2° - un projet de traité nouveau avec le Ministère de l'Agriculture, pour les seuls besoins de la Direction Générale des Eaux-et-Forêts (catégorie III).

signé : LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

17 avril 1941

Projets de Traités et d'Avenants
aux Traités réglant la délivrance de faci-
lités de circulation aux Administrations
publiques

Au cours des années 1939 et 1940, plusieurs projets de Traités pour la délivrance de facilités de circulation aux Administrations publiques ont été soumis à Messieurs les Membres du Comité de Direction et du Conseil d'Administration qui ont donné leur accord.

Parmi ces projets, ceux intéressant les Ministères de la Guerre, de la Marine et du Commerce (Service des Poids et Mesures) ont été approuvés par l'Autorité supérieure en mai 1940 conformément à l'article 39 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.. Ils ont été signés par les intéressés.

Les projets concernant l'Inspection Générale des Finances et l'Octroi de Paris, bien qu'également approuvés par l'Autorité supérieure, n'ont pas été signés.

Les autres projets (Régies Financières, Contrôle des Prix, Ministère de l'Air, de l'Intérieur et de l'Agriculture) n'ont pas été approuvés.

Par l'intermédiaire de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, M. le Ministre des Finances (Direction du Budget) nous a fait connaître, par lettre du 24 décembre 1940, qu'il ne pouvait approuver ces Traités, les conditions de leur exécution ayant été profondément modifiées par les événements depuis l'époque de leur préparation (difficultés de circulation résultant des lignes de démarcation, impossibilité de prévoir, pour le moment, une organisation administrative définitive).

Il demandait donc d'examiner si les facilités de circulation accordées par la S.N.C.F. ne pourraient pas, en l'absence de traités, être remboursées par les Administrations sur la base

.....

des prix unitaires retenus lors de la préparation des contrats, la reprise de l'application de ces derniers devant être envisagée lorsque la situation redeviendrait normale.

Une telle procédure n'est pas conforme au Cahier des Charges de la S.N.C.F. dont les articles 17 et 18 précisent nettement que des modifications aux tarifs en vigueur ne peuvent être consenties que dans des conventions soumises à la double approbation de M. les Ministres des Finances et des Travaux Publics.

Au cours d'une réunion tenue au Ministère des Finances, le 24 février 1941, les représentants du Ministre des Finances, du Secrétaire d'Etat aux Communications et de la S.N.C.F. se sont mis d'accord sur ce principe et il a été décidé que de nouvelles conventions seraient préparées (ou des avenants aux conventions déjà signées), répondant mieux aux nécessités présentes.

La différence essentielle devait consister à remplacer le forfait annuel par le paiement à l'unité de carte effectivement délivrée, en tenant compte des taux de réduction précédemment consentis, les autres dispositions des projets primitifs pouvant être maintenues.

De nouveaux textes établis sur ces bases ont été soumis aux Administrations intéressées dont certaines nous ont actuellement donné leur accord.

Il a été nécessairement tenu compte, dans la rédaction de ces textes, des modifications profondes consécutives aux événements du 2ème semestre de 1940 : pour la Guerre et la Marine notamment, l'article 1er des projets primitifs (énumération des bénéficiaires de cartes) a été adapté à la situation actuelle.

Il en résulte, d'autre part, dans certains cas, une augmentation du nombre des cartes à prévoir, qui s'explique, soit par une réorganisation complète des services avec extension d'attributions (gendarmerie, 1115 cartes contre 705), soit par la démobilisation et la libération d'une partie du personnel (Inspection Générale des Finances, 50 cartes contre 20, Régies Financières, 3000 cartes contre 2715), soit par le développement progressif d'un service de création nouvelle (Contrôle des Prix, 310 cartes contre 545).

J'ai l'honneur de prier M. les Membres du Conseil d'Administration de vouloir bien approuver un premier groupe ci-joint de projets de Traités avec le Ministère des Finances (Inspection Générale des Finances, Régies Financières, Contrôle des Prix) et d'avenants aux Traités précédemment conclus avec les Ministres de la Guerre et de la Marine.

Le Directeur Général,

LE BASTIEN.

AVENANT AU TRAITE CONCLU LE 10 MAI 1940
ENTRE LE MINISTRE DE LA MARINE ET LA S.N.C.F. POUR LA DELI-
VRANCE DE CARTES DE CIRCULATION

ENTRE :

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine agissant au
nom de l'Etat,

d'une part,

et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont
le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lezard, représentée par

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la
S.N.C.F.

Vu l'article 1er, § d, du décret-loi du 12 novembre 1938,
il a été convenu que le traité signé le 10 mai 1940 pour la déli-
vrance de cartes de circulation à certaines personnalités mili-
taires relevant du Département de la Marine serait modifié comme
suit :

ARTICLE 1^{er}

Dans les limites ci-après indiquées, la Société Nationale
des Chemins de fer Français délivrera des cartes de circulation
aux personnalités suivantes :

a)- Sur la totalité de son Réseau :

- Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine,
- Deux Officiers aides de camp du Ministre,
- Le Vice-Amiral, Directeur de Cabinet,
- Le Capitaine de Frégate, Chef de Cabinet,

- Les Officiers Généraux ou Supérieurs, Sous-Chefs d'Etat-
Major,

- L'Amiral, Commandant en Chef les Forces de Haute Mer,
- Un Officier de son Etat-Major,

- L'Amiral, Chef du Service Central des Oeuvres de la
Marine,
- Un Officier de son Etat-Major,

.....

- Le Vice-Amiral d'Escadre, Commandant en Chef les Forces Maritimes du Sud,
- Un Officier de son Etat-Major,
- L'Amiral, Président de la Délégation Française auprès de la Commission Italienne d'Aristice,
- Un Officier de son Etat-Major,
- Le Vice-Amiral, Membre de la Délégation Française auprès de la Commission allemande d'Aristice,
- Un Officier de son Etat-Major,
- Quatre Officiers ou hauts fonctionnaires des Services de la Marine Marchande.

b) Sur des parcours limités :

- Le Commissaire Général, Directeur Central de l'Intendance Maritime à BREST,
- L'Ingénieur Général des Industries Navales à LORIENT,
- Le Capitaine de Vaisseau, Délégué de l'Armement Française à LA PALMICE-LA ROCHELLE,
- Le Médecin en Chef de 1ère classe, Directeur des Services de la Marine à CHERBOURG,
- Le Commissaire en Chef de 3ème classe, Représentant la Marine auprès de la Délégation Française en territoire occupé,
- Le Vice-Amiral, Commandant en Chef, Préfet Maritime de la 3ème Région Maritime,;
- Le Vice-Amiral, Commandant la Marine à MARSEILLE,
- Les Officiers de Gendarmerie Maritime dans l'étendue de leur circonscription, et dans la limite actuelle de 5 cartes.

ARTICLE 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère de la Marine versera à la S.N.C.F., par carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonnement au quart du tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec abatement de cinq pour cent,

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chacun des deux semestres. Elle comprendra les frais de gare et de contrôle,

.....

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F., à Paris ou à Vichy, à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

En cas de changement de titulaire, il ne sera décompté qu'une carte, à condition que la restitution de la carte primitive soit effectuée dans le délai d'un mois à compter de la délivrance de la nouvelle.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle, imputable au Ministère de la Marine, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

ARTICLE 3

La réduction tient compte des relations de la S.N.C.F. avec les autorités maritimes dans un but de Défense Nationale et en particulier pour tout ce qui concerne l'établissement et la mise en application du plan de protection des voies ferrées, la préparation des plans de transports, l'étude et l'exécution des travaux des voies ferrées devant satisfaire à la fois aux exigences du trafic commercial et aux besoins de la Marine Militaire, la défense des côtes et celle des ports.

ARTICLE 4

En cas d'augmentation du nombre ou de la consistance des cartes prévues, la présente convention serait révisée par avenant.

ARTICLE 5

Le présent traité expirera le 31 décembre 1941. Il sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, chacune des parties contractantes se réservant le droit de le faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque en prévenant l'autre trois mois à l'avance.

.....

ARTICLE 6

La présente convention sera établie sur papier non timbré et enregistrée gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1959).

Fait en triple exemplaire, à Paris, le

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Marine,

mr

Ministère des Finances

ANNEXE I

C O P I E

Direction du Budget

Bureau Budget
--

Paris, le 24 décembre 1940

N° 3825

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES

Remboursement de facilités de
circulation

à Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
aux Communications
(Direction Générale des Transports)

Votre Département a communiqué à mon Administration divers projets de contrat destinés à régler les conditions de délivrance, par la Société Nationale des Chemins de fer, des facilités de circulation à certains personnels de l'Etat.

J'observerai que ces textes ont été établis à une époque où les conditions de leur exécution étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Les difficultés de circulation et l'existence de la ligne de démarcation entre les deux zones ont en effet réduit l'usage qui était fait des cartes de circulation en 1940. D'autre part, aucune prévision ne peut actuellement être faite pour l'année prochaine.

Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien examiner si les facilités accordées par la Société Nationale des Chemins de fer ne pourraient pas être remboursées par les diverses administrations sur la base des prix unitaires retenus lors de la préparation des contrats. La reprise de l'application de ces derniers serait envisagée lorsque les conditions redeviendraient normales.

P. le Ministre
Le Conseiller d'Etat, Secrétaire Général
pour les Finances Publiques,

Signature.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 17 janvier 1940

QU. IIbis - Compte rendu de la délégation
de pouvoirs donnée par le C.A.
dans sa séance du 1er sept. 1939

p. 17

M. LE PRESIDENT ajoute que, depuis que ce compte rendu, dont il vient de donner lecture, a été distribué, les affaires suivantes ont été réglées dans le cadre de la délégation de pouvoirs du donnée par le Conseil dans sa séance du 1er septembre 1939 :

Projet de traité avec le Ministère de la Marine
pour la délivrance de cartes de circulation
(compte rendu de M. le Président).-

Dans sa séance du 16 janvier, le Comité de Direction a arrêté les bases sur lesquelles pourrait être négocié, avec le Ministère de la Marine, un traité analogue à ceux passés antérieurement avec les Ministères de l'Intérieur, du Commerce, la Préfecture de Police et la Direction de l'Octroi de Paris, dont il a été rendu compte au Conseil dans sa séance du 20 décembre 1939.

M. RUEFF demande quelques précisions sur les marchés passés avec des constructeurs belges, dont M. le Président vient de rendre compte. A combien se montent ces marchés ?

M. LE PRESIDENT répond qu'il s'agit de deux séries de marchés d'un montant respectif de 6.440.000 belgas et de 5.837.500 belgas, soit, en tout, un peu plus de 12 millions de belgas.

M. RUEFF demande si ces marchés sont liés au projet de commande de matériel qui figure par ailleurs à l'ordre du jour sous le n° V.

M. LE BESNERAIS répond qu'il s'agit de deux questions entièrement différentes. La commande de wagons-citernes passée avec des constructeurs belges et dont il vient d'être rendu compte a été faite pour le compte du Ministère des Travaux Publics (Direction des Carburants), qui en supporte entièrement la dépense.

Le Conseil prend acte de ce compte rendu.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 16 janvier 1940

QUESTION VI - Projet de traité à passer
avec le Ministère de la Marine pour la
délivrance de cartes de circulation.

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont
soumises.

STENO p. 15

M. LE PRESIDENT.- Quelqu'un a-t-il des observations
à présenter sur ce projet de traité.

M. GRIMPET.- L'attribution de ces cartes va augmenter
le nombre des voyageurs.

M. FILIPPI.- On ne prévoit l'attribution que de 4
cartes en plus : 31 au lieu de 27.

M. LE PRESIDENT.- Le Comité est d'accord sur ce projet

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 16 janvier 1940

VI - Projet de traité à passer avec le
Ministère de la Marine pour la dé-
livrance de cartes de circulation.

COMITE DE DIRECTION

du 16 Janvier 1940 193

(Question N° VI)

SOCIETE NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

10 janvier 1940

D 94 320/1

Projet de traité à passer avec
le Ministère de la Marine pour la délivrance
de cartes de circulation.

Conformément au traité du 14 juin 1933 et à l'avenant du 17 octobre 1936, il a été délivré en 1938 au Ministère de la Marine 14 cartes à parcours général et 13 cartes à parcours régional et interrégional pour les besoins de l'Etat-Major et du Commandement.

Ces facilités étaient délivrées gratuitement en échange du concours assuré par les autorités maritimes à la S.N.C.F. dans un but de défense nationale et en particulier pour tout ce qui concerne l'établissement et la mise en application du plan de protection des voies ferrées ainsi que la préparation des plans de transports.

Les traité et avenant de 1933 et 1936 ont été dénoncés le 25 février 1939 et des négociations ont été aussitôt amorcées pour la conclusion d'un nouveau traité dans le cadre des articles 17 et 29 du Cahier des Charges de notre Société.

Le Ministère de la Marine nous demande 31 cartes dont 18 à parcours général et 13 à parcours régional et interrégional.

Pour l'évaluation du prix de ces cartes, après de longues discussions, nous avons dû tenir compte des observations qui nous ont été présentées, à savoir : d'une part, que leurs bénéficiaires voyagent normalement au quart de tarif en vertu du Cahier des Charges, et d'autre part, que ces cartes sont beaucoup moins utilisées que les cartes d'abonnement dont l'avantage est de permettre à leurs titulaires de voyager très fréquemment.

Cette dernière considération nous a conduits à envisager le principe d'une très légère réduction sur le quart du tarif plein des abonnements. Les cartes demandées, sur la base du quart de ce tarif, représentent en effet une valeur de 125.000 fr, et nous proposons de les délivrer moyennant un forfait annuel de 120.000 francs.

.....

Par contre, la carte demandée pour le Directeur du Cabinet Civil du Ministre est décomptée au plein tarif commercial des abonnements.

Le Département de la Marine aurait donc à nous verser, en définitive, un forfait annuel de 140.000 francs.

Il est proposé d'approuver ce traité.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.